

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

8 juin 2011

PROPOSITION DE LOI

**modifiant la loi de principes
du 12 janvier 2005 concernant
l'administration pénitentiaire
ainsi que le statut juridique des détenus,
en ce qui concerne l'exercice de travaux
d'intérêt général par les détenus
pendant leur séjour en prison**

(déposée par M. Laurent Louis)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

8 juni 2011

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van de basiswet
van 12 januari 2005 betreffende
het gevangeniswezen
en de rechtspositie van de gedetineerden,
wat het verrichten door de gedetineerden
tijdens hun verblijf in de gevangenis
van taken van algemeen nut betreft**

(ingediend door de heer Laurent Louis)

RÉSUMÉ

La présente proposition de loi vise à permettre, et à fortement encourager, le travail des détenus, à l'extérieur de l'établissement pénitentiaire, pour des travaux d'intérêt général.

SAMENVATTING

Dit wetsvoorstel strekt ertoe het verrichten van taken van algemeen nut door de gedetineerden, buiten de strafinrichting, mogelijk te maken en sterk te bevorderen.

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie	
PS	:	Parti Socialiste	
MR	:	Mouvement Réformateur	
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams	
sp.a	:	socialistische partij anders	
Ecolo-Groen!	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen	
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten	
VB	:	Vlaams Belang	
cdH	:	centre démocrate Humaniste	
LDD	:	Lijst Dedecker	
INDEP-ONAFH	:	Indépendant - Onafhankelijk	

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties:</i>	
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^{ème} législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV:	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Séance plénière	PLEN:	Plenum
COM:	Réunion de commission	COM:	Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>		<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>	
<i>Commandes:</i>		<i>Bestellingen:</i>	
Place de la Nation 2		Natieplein 2	
1008 Bruxelles		1008 Brussel	
Tél.: 02/ 549 81 60		Tel.: 02/ 549 81 60	
Fax: 02/549 82 74		Fax: 02/549 82 74	
www.lachambre.be		www.dekamer.be	
e-mail: publications@lachambre.be		e-mail: publicaties@dekamer.be	

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Le 2 mars 2011, le Parlement flamand débattait sur les déchets qui défigurent les autoroutes en Flandre. Un triste constat pouvait être établi: les autoroutes belges sont de véritables poubelles. L'on apprenait que le nettoyage des autoroutes ne se faisait qu'à peine cinq fois par an. Les autoroutes se transforment alors en décharges à ciel ouvert, résultat d'un manque de moyens des pouvoirs publics.

En Wallonie, la situation n'est pas meilleure. On peut lire dans le journal *Nord Eclair* de mars 2010:

“Les messages de citoyens ne manquent pas pour décrire la situation:

“Nos routes sont dégueulasses! Après avoir parcouru une trentaine de kilomètres de Templeuve à Mouscron en passant par l'autoroute et la route expresse, le constat est simple: les automobilistes prennent le bas côté des routes pour des poubelles”.

Cannettes, plastiques, cartons, emballages en tout genre, bouteille en verre, etc. On trouve de tout le long de nos routes et autoroutes. RN 511, portion d'autoroute entre Templeuve et Mouscron et route expresse; toutes sont victimes d'incivilités. Le bas-côté de ces grands axes est pris pour des décharges et certains automobilistes n'ont pas de scrupules à jeter de tout par leur fenêtre. Un employé communal passe le long du boulevard des Alliés afin de récolter une grande partie des déchets qui jonchent cet axe. “Il y a bien une personne du service propreté qui s'occupe de cette route environ une fois par semaine.

La propreté de cette route devrait être prise en charge par le MET (NDLR: Ministère wallon de l'équipement et des transports, administration de la région wallonne qui est, notamment, chargée de la gestion des autoroutes). Pourtant, ils ne viennent pas souvent...”, explique Christophe Denève, de la cellule Environnement.

Pour ce qui est de l'autoroute, impossible de compter les nombreux déchets entre Templeuve et Mouscron. Les bas côtés de l'A17 sont bondés d'immondices “Il est difficile de savoir combien de ramassages sont organisés par an dans la région de Mouscron; un district ne fera pas l'objet du même nombre de ramassages qu'un autre”, explique Laurence Zanchetta, porte-parole de Direction générale opérationnelle Routes et Bâtiments. Celle-ci explique que des moyens sont mis en œuvre pour limiter et diminuer les quantités de

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Op 2 maart 2011 werd in het Vlaams Parlement gedebatteerd over het afval dat de snelwegen in Vlaanderen ontsiert. Men kwam tot een trieste vaststelling: de Belgische snelwegen zijn echte vuilnisbelten. Men kon er vernemen dat de snelwegen amper vijfmaal per jaar worden schoongemaakt. De snelwegen veranderen dan in open stortplaatsen, het resultaat van een gebrek aan middelen bij de overheid.

In Wallonië is de toestand niet beter. In de krant *Nord Eclair* van maart 2010 staat het volgende te lezen:

“Les messages de citoyens ne manquent pas pour décrire la situation:

“Nos routes sont dégueulasses! Après avoir parcouru une trentaine de kilomètres de Templeuve à Mouscron en passant par l'autoroute et la route expresse, le constat est simple: les automobilistes prennent le bas côté des routes pour des poubelles”.

Cannettes, plastiques, cartons, emballages en tout genre, bouteille en verre, etc. On trouve de tout le long de nos routes et autoroutes. RN 511, portion d'autoroute entre Templeuve et Mouscron et route expresse; toutes sont victimes d'incivilités. Le bas-côté de ces grands axes est pris pour des décharges et certains automobilistes n'ont pas de scrupules à jeter de tout par leur fenêtre. Un employé communal passe le long du boulevard des Alliés afin de récolter une grande partie des déchets qui jonchent cet axe. “Il y a bien une personne du service propreté qui s'occupe de cette route environ une fois par semaine.

La propreté de cette route devrait être prise en charge par le MET (NDLR: Ministère wallon de l'équipement et des transports, administration de la région wallonne qui est, notamment, chargée de la gestion des autoroutes). Pourtant, ils ne viennent pas souvent...”, explique Christophe Denève, de la cellule Environnement.

Pour ce qui est de l'autoroute, impossible de compter les nombreux déchets entre Templeuve et Mouscron. Les bas côtés de l'A17 sont bondés d'immondices “Il est difficile de savoir combien de ramassages sont organisés par an dans la région de Mouscron; un district ne fera pas l'objet du même nombre de ramassages qu'un autre”, explique Laurence Zanchetta, porte-parole de Direction générale opérationnelle Routes et Bâtiments. Celle-ci explique que des moyens sont mis en œuvre pour limiter et diminuer les quantités de

déchets retrouvées le long de l'A17. "Nous effectuons des campagnes de prévention grâce à des systèmes d'affichage."

Il y a quelques années, le slogan "Finalement, c'est vous qui payez" se trouvait le long de nos autoroutes. En effet, les campagnes de ramassage de déchets reviennent à environ 20 000 000 euros par an pour les routes et autoroutes. Aux usagers de la route d'éviter de la prendre pour une poubelle au risque de voir la note s'élever d'années en années."

À côté de cela, nous voyons également des graffitis apparaître à de nombreux endroits, que ce soit en ville, sur les autoroutes, le long des chemins de fer, dans les métros. Par manque de moyens et d'hommes, ces graffitis, qui détériorent notre espace de vie et portent atteinte à notre qualité de vie, restent bien souvent visibles pendant de très longs mois, voire des années. La main-d'œuvre manque.

Nous connaissons aussi les pires routes de toute l'Europe. Nos autoroutes et nos routes secondaires se sont transformées en terrains de golf, tant les trous y sont nombreux. Ces réparations à répétition grèvent considérablement les budgets de nos Régions.

La présente proposition de loi entend imposer aux détenus, désirant bénéficier d'un minimum d'argent de poche, de travailler lors de leur séjour en prison au service de la société. Ils se verraient obligés de réaliser des travaux d'intérêt général à l'extérieur de l'enceinte des prisons. Ainsi, au lieu de coûter inutilement à la société, au lieu de se complaire dans l'oisiveté en prison, nos détenus pourraient ainsi être utiles et travailler pour la collectivité. Nous avons en prison une main-d'œuvre qu'il convient de mettre au travail afin de ne pas laisser les détenus sombrer dans l'oisiveté. Après des mois d'inactivité en prison, comment un détenu libéré pourrait-il se réinsérer dans la société et reprendre le chemin du travail?

L'idée de cette proposition de loi est d'utiliser les prisonniers pour réaliser des travaux utiles mais qu'on n'exécute pas réellement, vu les coûts que cela engendre. Prenons, par exemple, le ramassage des débris le long de nos autoroutes, le nettoyage des rues, des tags, des dépôts clandestins, etc.

Le but est de donner aux détenus un travail (ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui) qui profite à la société et qui donc enrichit notre pays ou améliore notre qua-

¹ <http://mouscron.nordeclair.be/regions/mouscron/2010-03-16/mouscron-nos-routes-de-veritables-poubelles-767808.shtml>

déchets retrouvées le long de l'A17. "Nous effectuons des campagnes de prévention grâce à des systèmes d'affichage."

Il y a quelques années, le slogan "Finalement, c'est vous qui payez" se trouvait le long de nos autoroutes. En effet, les campagnes de ramassage de déchets reviennent à environ 20 000 000 euro par an pour les routes et autoroutes. Aux usagers de la route d'éviter de la prendre pour une poubelle au risque de voir la note s'élever d'années en années."

Daarnaast zien wij ook op vele plaatsen graffiti opduiken: in de stad, op de snelwegen, langs spoorwegen, in de metro. Bij gebrek aan middelen en mensen blijven die graffiti, die onze leefruimte schade toebrengen en onze levenskwaliteit in het gedrang brengen, vaak gedurende vele maanden, of zelfs jaren, zichtbaar. Er is een gebrek aan arbeidskrachten.

Bovendien hebben we de slechtste wegen in Europa. Onze snelwegen en secundaire wegen zijn herschapen in ware golfterreinen, zoveel putten tellen ze. Die herhaaldelijke reparaties zijn een behoorlijk zware dobber voor onze gewestbegrotingen.

Dit wetsvoorstel strekt ertoe de gedetineerden die over een minimum aan zakgeld willen beschikken, tijdens hun verblijf in de gevangenis ten dienste van de gemeenschap te doen werken. Zij zouden worden verplicht *extra muros* taken van algemeen nut te verrichten. In plaats van de samenleving dus nutteloos geld te kosten, in plaats van hun dagen in de gevangenis in ledigheid te slijten, zouden onze gedetineerden zich nuttig kunnen maken en arbeid kunnen verrichten ten bate van de gemeenschap. Wij beschikken in de gevangenis over arbeidskrachten die aan het werk moeten worden gezet om de gedetineerden niet te laten verzinken in nietsdoen. Hoe zal een gedetineerde na maanden van inactiviteit in de gevangenis kunnen worden geresocialiseerd en opnieuw aan de slag kunnen gaan?

Dit wetsvoorstel is ingegeven door het idee de gevangenen te gebruiken om nuttige werkzaamheden te doen verrichten die, gelet op de kosten die ze meebrengen, niet echt worden uitgevoerd. Voorbeelden zijn het ophalen van vuilnis langs onze snelwegen, straten vegen, verwijderen van graffiti, opruimen van sluisstorten enzovoort.

Het is de bedoeling gedetineerden aan een baan te helpen (iets wat momenteel nauwelijks het geval is) die de samenleving ten goede komt en die daarmee ons

¹ <http://mouscron.nordeclair.be/regions/mouscron/2010-03-16/mouscron-nos-routes-de-veritables-poubelles-767808.shtml>

lité de vie, sans priver d'autres personnes de rentrées financières. Pas question d'utiliser des détenus parce qu'ils constituent une main-d'œuvre bon marché. Il ne pourra pas y avoir de concurrence avec le secteur privé.

Le premier Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, réuni en 1955 à Genève, faisait le constat suivant:

“Le but et la justification des peines et mesures privatives de liberté sont, en définitive, de protéger la société contre le crime. Un tel but ne sera atteint que si la période de privation de liberté est mise à profit pour obtenir dans toute la mesure du possible que le délinquant une fois libéré soit non seulement désireux mais aussi capable de vivre en respectant la loi et de subvenir à ses besoins.” *“L'oisiveté est mère de tous les vices”*, dit la maxime. Et elle s'applique encore plus à la situation des détenus. Les institutions pénales sont aujourd'hui majoritairement convaincues de l'utilité de la mise au travail des détenus, alors que cette mise en application tarde à voir le jour.

En plus de son utilité, cette proposition de loi se targue d'être un vrai pas en avant vers une réinsertion responsable de certains détenus. Le détenu au travail pourra donc mettre à profit le temps libre dont il jouit en prison pour être utile à la société avec laquelle il a un moment rompu. Le contact avec l'emploi pourra lui permettre de conserver une certaine part d'humanité et de réalisme par rapport au quotidien, mais aussi une distraction motivante plutôt que de sombrer dans la paresse et l'ennui.

Il s'agit, à n'en point douter, d'une évasion positive qu'il conviendrait d'encourager. Une étude dirigée par Marc Baader et Evelyne Shea pointe le bienfait de la mise au travail des détenus en tirant la conclusion suivante:

“nous avons constaté que le taux de récidive baisse de manière significative, entre 20 et 50 points, pour les sortants de prison qui obtiennent un emploi stable mais que la grande majorité des ex-détenus n'appartient pas à cette catégorie”².

Une brève étude de droit comparé permet de constater que la mise au travail des détenus rencontre un succès démontré chez nos voisins européens. En effet, l'Allemagne, l'Angleterre et le Pays de Galles, l'Italie et

land verrijkt of onze levenskwaliteit verbetert, zonder anderen een inkomen te onttrekken. Er kan geen sprake van zijn gedetineerden te gebruiken omdat het goedkope arbeidskrachten zijn. Ze mogen de privésector geenszins beconcurreren.

Het eerste Congres van de Verenigde Naties voor misdaadpreventie en de behandeling van delinquenten in 1955 constateerde het volgende:

“The purpose and justification of a sentence of imprisonment or a similar measure privative of liberty is ultimately to protect society against crime. This end can only be achieved if the period of imprisonment is used to ensure, so far as possible, that upon his return to society the offender is not only willing but able to lead a law-abiding and self-supporting life.” *“Ledigheid is des duivels oorkussen”*, zegt het spreekwoord. Dat geldt a fortiori voor de situatie van gedetineerden. Thans zijn de meeste strafinrichtingen overtuigd van het nut van de tewerkstelling van gedetineerden, maar de toepassing van een en ander laat op zich wachten.

Behalve dat dit wetsvoorstel zijn nut heeft, maakt de indiener zich sterk dat het een echte stap voorwaarts betekent op weg naar een verantwoordelijke resocialisatie van een aantal gedetineerden. Een gedetineerde die aan de slag is, zal dus de vrije tijd waarover hij in de gevangenis beschikt op dienstige wijze kunnen aanwenden voor de samenleving waarmee hij tijdelijk heeft gebroken. Doordat hij voeling met het werk behoudt, zal hij niet alleen een zekere mate van menselijkheid en realisme kunnen behouden ten aanzien van het dagelijks leven, maar ook een motiverende afleiding hebben in plaats van te verzinken in ledigheid en verveling.

Zonder enige twijfel gaat het om een positieve uitlaatklep die zou moeten worden aangemoedigd. Een onderzoek onder leiding van Marc Baader en Evelyne Shea wijst op de heilzame invloed van de tewerkstelling van gevangenen en komt daarbij tot de volgende conclusie:

“nous avons constaté que le taux de récidive baisse de manière significative, entre 20 et 50 points, pour les sortants de prison qui obtiennent un emploi stable mais que la grande majorité des ex-détenus n'appartient pas à cette catégorie.”².

Uit een korte rechtsvergelijkende studie kan worden opgemaakt dat de tewerkstelling van gedetineerden bij onze Europese buurlanden succesvol is gebleken. Duitsland, Engeland en Wales, Italië en Nederland

² <http://champpenal.revues.org/684#tocto1n5>

² <http://champpenal.revues.org/684#tocto1n5>

les Pays-Bas consacrent le principe du travail obligatoire pour les personnes condamnées à une peine privative de liberté. On peut lire à ce sujet dans les travaux du Sénat français:

“En Allemagne, la loi sur l’exécution des peines considère le travail et la formation des détenus comme des garanties de leur réinsertion ultérieure. Elle prévoit donc que l’administration pénitentiaire donne à chaque détenu un travail productif adapté à ses aptitudes et à ses goûts. En Angleterre et au Pays de Galles, l’ordonnance sur les prisons oblige les détenus qui ont été condamnés à accomplir un “travail utile”. La loi pénitentiaire italienne affirme le caractère obligatoire du travail pour les personnes condamnées à une peine privative de liberté, le travail devant faciliter leur réinsertion sociale. D’après la loi pénitentiaire néerlandaise, les détenus qui ont été condamnés ont l’obligation de réaliser le travail qui leur est confié par le directeur de leur établissement. Dans chacun de ces quatre pays, l’obligation ne s’applique pas aux prévenus, qui peuvent cependant travailler s’ils le souhaitent.”³

Au Danemark et en Espagne, les personnes condamnées à une peine privative de liberté ont l’obligation d’avoir une activité, qui ne consiste pas nécessairement en un travail.

“Jusqu’en mai 2001, le code pénal danois comportait un article affirmant l’obligation de travailler pour les personnes condamnées à une peine privative de liberté. Cet article a été supprimé et, désormais, la loi sur l’exécution des peines dispose que les détenus ont l’obligation d’avoir une “occupation”, qui peut consister en un travail, mais aussi en une formation, voire en une activité reconnue par l’administration pénitentiaire, comme l’éducation de leurs enfants. En 2000, au Danemark, environ 15 % des détenus suivaient une formation, un peu plus de 30 % étaient employés au service général de leur établissement et environ 30 % avaient une activité productive.

En Espagne, la loi générale pénitentiaire énonce le caractère obligatoire du travail des détenus condamnés, mais elle ajoute que ce travail ne consiste pas nécessairement en une activité productive. La loi pénitentiaire assimile en effet au travail productif non seulement la participation au service général des établissements, mais aussi la formation professionnelle, les occupations à caractère thérapeutique et les études. Environ 17 % des détenus espagnols travaillent: un peu plus de la moitié dans le cadre du service général des établissements pénitentiaires et les autres dans des ateliers de production ou des exploitations agricoles.”⁴

³ <http://www.senat.fr/lc/lc104/lc1040.html>

⁴ <http://www.senat.fr/lc/lc104/lc1040.html>

hebben immers het beginsel van verplichte arbeid voor tot een vrijheidsstraf veroordeelde personen wettelijk verankerd. Dienaangaande staat meer te lezen in de parlementaire stukken van de Franse Senaat:

“En Allemagne, la loi sur l’exécution des peines considère le travail et la formation des détenus comme des garanties de leur réinsertion ultérieure. Elle prévoit donc que l’administration pénitentiaire donne à chaque détenu un travail productif adapté à ses aptitudes et à ses goûts. En Angleterre et au Pays de Galles, l’ordonnance sur les prisons oblige les détenus qui ont été condamnés à accomplir un “travail utile”. La loi pénitentiaire italienne affirme le caractère obligatoire du travail pour les personnes condamnées à une peine privative de liberté, le travail devant faciliter leur réinsertion sociale. D’après la loi pénitentiaire néerlandaise, les détenus qui ont été condamnés ont l’obligation de réaliser le travail qui leur est confié par le directeur de leur établissement. Dans chacun de ces quatre pays, l’obligation ne s’applique pas aux prévenus, qui peuvent cependant travailler s’ils le souhaitent.”³

In Denemarken en Spanje moeten mensen die tot een vrijheidsstraf zijn veroordeeld een activiteit uitoefenen die niet noodzakelijk een beroepsbezigheid hoeft te zijn.

“Jusqu’en mai 2001, le code pénal danois comportait un article affirmant l’obligation de travailler pour les personnes condamnées à une peine privative de liberté. Cet article a été supprimé et, désormais, la loi sur l’exécution des peines dispose que les détenus ont l’obligation d’avoir une “occupation”, qui peut consister en un travail, mais aussi en une formation, voire en une activité reconnue par l’administration pénitentiaire, comme l’éducation de leurs enfants. En 2000, au Danemark, environ 15 % des détenus suivaient une formation, un peu plus de 30 % étaient employés au service général de leur établissement et environ 30 % avaient une activité productive.

En Espagne, la loi générale pénitentiaire énonce le caractère obligatoire du travail des détenus condamnés, mais elle ajoute que ce travail ne consiste pas nécessairement en une activité productive. La loi pénitentiaire assimile en effet au travail productif non seulement la participation au service général des établissements, mais aussi la formation professionnelle, les occupations à caractère thérapeutique et les études. Environ 17 % des détenus espagnols travaillent: un peu plus de la moitié dans le cadre du service général des établissements pénitentiaires et les autres dans des ateliers de production ou des exploitations agricoles.”⁴

³ <http://www.senat.fr/lc/lc104/lc1040.html>

⁴ <http://www.senat.fr/lc/lc104/lc1040.html>

Dans la présente proposition de loi, le détenu pourra gagner une indemnité décente qu'il pourra utiliser à 1/3 pour son usage propre, à 1/3 pour indemniser ses victimes (versement sur le Fonds spécial d'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence et aux sauveteurs occasionnels, s'il n'y en a pas) et 1/3 à placer sur un compte bloqué pour financer sa réinsertion.

Bien entendu, les plus dangereux devraient travailler en prison mais les autres pourraient être encadrés par des gardiens armés.

La présente proposition de loi poursuit également un objectif de prévention et d'éducation. La dissuasion engendrée par la mise au travail des détenus dans l'espace public permettrait aux personnes, et en particulier aux jeunes, de prendre conscience que les prisons ne sont pas des camps de vacances ou des cages dorées.

C'est ce que nous appellerions une prison moderne où, là encore, on aurait mis fin à l'assistanat. Celui qui refuserait de travailler n'aurait que le strict minimum vital, sans possibilité d'acheter quoi que ce soit.

Une aide serait apportée aux détenus incapables de travailler, cela va de soi.

Une disposition européenne dispose que les détenus doivent être exposés aussi peu que possible à la vue du public et impose aux autorités de prendre des mesures pour protéger leur anonymat (règle 32.1 des règles pénitentiaires européennes). C'est la raison pour laquelle le travail visé par cette proposition devra être exécuté par des volontaires et qu'ils ne pourront pas être entravés par des chaînes.

COMMENTAIRES DES ARTICLES

Article 2

L'article 81 de la loi de principes du 12 janvier 2005 concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus est remplacé. L'article 81 nouveau prévoit que le travail des détenus a lieu, en principe, à l'extérieur de la prison.

L'article 81 est composé de six paragraphes.

Dit wetsvoorstel bepaalt dat de gedetineerde een de-cente vergoeding mag verdienen die hij op de volgende manier moet aanwenden: 1/3 voor eigen gebruik, 1/3 om zijn slachtoffers te vergoeden (bij ontstentenis, wordt het geld overgemaakt aan het bijzonder Fonds tot hulp aan de slachtoffers van opzettelijke gewelddaden en aan de occasionele redders) en 1/3 te beleggen op een geblokkeerde rekening om zijn resocialisatie te financieren.

Uiteraard moeten de gevaarlijkste gedetineerden in de gevangenis werken, maar de anderen zouden *extra muros* kunnen worden begeleid door gewapende bewakers.

Dit wetsvoorstel heeft ook een preventieve en educatieve doelstelling. Dankzij de ontrading door de tewerkstelling van de gedetineerden in de openbare ruimte zouden de betrokkenen en in het bijzonder de jongeren zich ervan bewust worden dat de gevangenissen geen vakantiecampen of gouden kooien zijn.

Wij zouden dat een moderne gevangenis noemen waar men, ook daar, een halt zou hebben toegeroepen aan de ambachtelijke aanpak. Wie weigert te werken, krijgt alleen het levensnoodzakelijke minimum en kan absoluut niets kopen.

Uiteraard zou steun worden verleend aan gedetineerden die niet kunnen werken.

Krachtens een Europese bepaling moeten gedetineerden zo weinig mogelijk aan het zicht van het publiek wordt blootgesteld en moet de overheid maatregelen nemen om hun anonimiteit te beschermen (regel 32.1 van de Europese Gevangenisregels). Daarom zal de in dit wetsvoorstel beoogde arbeid moeten worden uitgevoerd door vrijwilligers, die niet mogen worden gehinderd door kettingen.

TOELICHTING BIJ DE ARTIKELEN

Artikel 2

Artikel 81 van de basiswet van 12 januari 2005 betreffende het gevangeniswezen en de rechtspositie van de gedetineerden wordt vervangen door een nieuw artikel, naar luid waarvan de arbeid van de gedetineerden in principe buiten de gevangenis plaatsvindt.

Het nieuwe artikel 81 bestaat uit zes paragrafen, die we hier een voor een toelichten.

§ 1^{er}. Alinéa 1^{er}

Cet alinéa prévoit que le travail normal des détenus s'effectue en dehors de la prison, sur la voie publique ou dans un lieu public.

Les détenus non-dangereux ont le droit, moyennant autorisation du directeur, de participer à des travaux sur la voie publique ou dans un lieu public. Ce travail a lieu en groupe sous la surveillance de gardiens armés. L'emploi de chaînes et de fers doit être prohibé en vertu de la règle n° 68.1 des Règles pénitentiaires européennes.

Chaque groupe de détenus est composé de volontaires. Le but de ces groupes est de réaliser des travaux d'intérêt public.

Les groupes sont composés de volontaires. C'est une disposition nécessaire, vu le droit des détenus à l'anonymat. Ils ne peuvent en aucun cas être exposés, contre leur volonté, à la vue du public. Ce droit à l'anonymat est consacré par le règle 32.1 des Règles pénitentiaires européennes (*"Au cours de leur transfert vers une prison, ainsi que vers d'autres endroits tels que le tribunal ou l'hôpital, les détenus doivent être exposés aussi peu que possible à la vue du public et les autorités doivent prendre des mesures pour protéger leur anonymat."*).

Alinéa 2

Priorité est accordée aux inculpés, prévenus ou accusés qui demandent ce travail. Cet alinéa reprend le texte de l'article 63, § 3, de l'arrêté royal du 21 mai 1965 portant règlement général des établissements pénitentiaires.

Alinéa 3

Le refus de l'autorisation, par le directeur, est motivé et porté à la connaissance du détenu par écrit. Cet alinéa s'inspire du texte de l'article 85, alinéa 3, de la loi du 12 janvier 2005, tout en l'adaptant, afin d'éviter des redites par rapport à la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation formelle des actes administratifs et les problèmes d'interprétation que cela peut causer pour ce qui concerne les autres dispositions qui ne font pas explicitement référence à l'obligation de motivation formelle d'un acte administratif à portée individuelle.

§ 1. Eerste lid

Dit lid bepaalt dat de normale arbeid van de gedetineerden buiten de gevangenis wordt verricht, op de openbare weg of in een openbare ruimte.

De ongevaarlijke gedetineerden mogen, als ze daartoe de toestemming krijgen van de directeur, deelnemen aan werkzaamheden op de openbare weg of in een openbare ruimte. Die arbeid wordt verricht in groep onder het toezicht van gewapende bewakers. Krachtens regel 68.1 van de Europese gevangenisregels moet het gebruik van kettingen en boeien worden verboden.

Elke groep van gedetineerden bestaat uit vrijwilligers. Het ligt in de bedoeling dat deze gedetineerden taken van algemeen nut verrichten.

Dat de groepen uit vrijwilligers bestaan, moet uitdrukkelijk worden bepaald, aangezien de gedetineerden recht hebben op anonimiteit. In geen geval mogen zij tegen hun wil aan de blikken van het publiek worden blootgesteld. Dat recht op anonimiteit is verankerd in regel 32.1 van de Europese Gevangenisregels: *"While prisoners are being moved to or from a prison, or to other places such as court or hospital, they shall be exposed to public view as little as possible and proper safeguards shall be adopted to ensure their anonymity."*

Tweede lid

Er wordt voorrang gegeven aan de verdachten, klaagden of beschuldigen die om dit werk verzoeken. Dit lid neemt de tekst over van artikel 63, § 3, van het koninklijk besluit van 21 mei 1965 houdende algemeen reglement van de strafinrichtingen.

Derde lid

De weigering tot toestemming door de directeur wordt met redenen omkleed en de gedetineerde schriftelijk ter kennis gebracht. Dit lid is ingegeven door artikel 85, derde lid, van de wet van 12 januari 2005. Het werd echter bijgestuurd om uit het vaarwater te blijven van de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen, en bovendien om te voorkomen dat deze bepaling tot interpretatieproblemen zou leiden voor de andere bepalingen die niet uitdrukkelijk verwijzen naar de verplichte formele motivering van een bestuurshandeling met individuele draagwijdte.

Alinéa 4

Un recours est ouvert auprès du ministre de la Justice ou de son délégué en cas de refus d'autorisation. Contre la décision du ministre de la Justice, un recours est ouvert auprès du Conseil d'État. Il serait souhaitable que le Conseil d'État puisse traiter ces recours des prisonniers toutes affaires cessantes.

Mais une proposition de loi qui modifie les lois sur le Conseil d'État règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution. Dans l'hypothèse de l'adoption de la présente proposition de loi, nous prendrions les mesures nécessaires pour modifier les lois coordonnées sur le Conseil d'État. Un alinéa 5 serait introduit, libellé comme suit: "Dans le cas visé à l'article 81, § 1^{er}, de la loi du 12 janvier 2005 concernant l'administration pénitentiaire et le statut juridique des détenus, il est statué toutes affaires cessantes."

§§ 2, 3, 4, 5 et 6

Ces paragraphes ne nécessitent pas de commentaires particuliers.

Art. 3

L'article 83, § 1^{er}, de la même loi du 12 janvier 2005 est libellé comme suit: "La mise au travail du détenu dans la prison a lieu dans des conditions qui, pour autant que la nature de la détention ne s'y oppose pas, se rapprochent autant que possible de celles qui caractérisent des activités identiques dans la société libre." Les mots "dans la prison" sont abrogés.

Art. 4

L'article 84, § 1^{er}, est libellé comme suit: "Le directeur veille à l'attribution du travail disponible dans la prison aux détenus qui en ont fait la demande. Cette demande doit être actée dans un formulaire établi par le Roi."

Dans l'article 84, § 1^{er}, de la même loi, les mots "dans la prison" sont abrogés.

Art. 5

L'article 86, § 3, est libellé comme suit: "Un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres fixe les règles

Vierde lid

In geval van weigering tot toestemming kan de gedetineerde voorziening instellen bij de minister van Justitie of bij diens afgevaardigde. Tegen de beslissing van de minister van Justitie kan bij de Raad van State in hoger beroep worden gegaan. Het ware wenselijk dat de Raad van State die voorzieningen in behandeling neemt met voorrang boven alle andere zaken.

Een wetsvoorstel dat beoogt de wetgeving op de Raad van State te wijzigen, regelt echter een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet. Zo dit wetsvoorstel wordt aangenomen, zal het nodige worden gedaan om de gecoördineerde wetten op de Raad van State te wijzigen. In dat geval zou een vijfde lid worden ingevoegd, luidende: "In het geval als bedoeld in artikel 81, § 1, van de basiswet van 12 januari 2005 betreffende het gevangeniswezen en de rechtspositie van de gedetineerden, doet de rechter uitspraak met voorrang boven alle andere zaken."

§§ 2, 3, 4, 5 en 6

Deze paragrafen behoeven geen specifieke commentaar.

Art. 3

Artikel 83, § 1, van dezelfde wet van 12 januari 2005, luidt als volgt: "De tewerkstelling van de gedetineerde in de gevangenis geschiedt in omstandigheden die, voor zover de aard van de detentie zich daartegen niet verzet, zoveel mogelijk overeenstemmen met die welke in de vrije samenleving identieke activiteiten kenmerken." Dit artikel strekt ertoe de woorden "in de gevangenis" weg te laten.

Art. 4

Artikel 84, § 1, van dezelfde wet van 12 januari 2005, luidt als volgt: "De directeur staat in voor de toewijzing van de in de gevangenis beschikbare arbeid aan de gedetineerden die om arbeid verzocht hebben. Dit verzoek wordt opgetekend in een door de Koning vastgesteld formulier."

Dit artikel strekt ertoe de woorden "in de gevangenis" weg te laten.

Art. 5

Artikel 86, § 3, van dezelfde wet van 12 januari 2005, luidt als volgt: "Bij een koninklijk besluit vastgesteld na

relatives à l'octroi d'une indemnité aux détenus victimes d'un accident du travail en prison."

Dans l'article 86, § 3, de la même loi, les mots "en prison" sont abrogés.

Art. 6 et 7

Ces articles ne nécessitent pas de commentaires particuliers.

Laurent LOUIS (INDEP-ONAFH)

overleg in de Ministerraad worden de regels vastgesteld voor de toekenning van de vergoeding aan gedetineerden die het slachtoffer zijn van een arbeidsongeval in de gevangenis."

Dit artikel strekt ertoe de woorden "in de gevangenis" weg te laten.

Art. 6 en 7

Deze artikelen behoeven geen specifieke commentaar.

PROPOSITION DE LOI**CHAPITRE PREMIER****Disposition générale****Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE 2**Instauration du travail à l'extérieur de l'établissement pénitentiaire****Art. 2**

L'article 81 de la loi de principes du 12 janvier 2005 concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus est remplacé comme suit:

“Art. 81. § 1^{er}. Les détenus non-dangereux ont le droit, moyennant autorisation du directeur, de participer à des travaux d'intérêt public en dehors de l'établissement pénitentiaire. Ce travail à lieu en groupe sous la surveillance de gardiens armés. L'emploi de chaînes et de fers est prohibé. Chaque groupe est composé de volontaires. Le but de ces groupes est de réaliser des travaux d'intérêt général.

Priorité est accordée aux inculpés, prévenus ou accusés qui demandent ce travail.

En cas de refus de l'autorisation par le directeur, la motivation visée par la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs est portée à la connaissance du détenu par écrit.

Un recours est ouvert auprès du ministre de la Justice ou de son délégué en cas de refus d'autorisation. Sous peine d'irrecevabilité, la requête motivée est adressée sous pli recommandé au ministre de la Justice, au plus tard quinze jours après avoir eu connaissance de la décision du directeur, accompagnée d'une copie de la décision attaquée. La décision est rendue dans les deux mois de la réception de la requête.

WETSVOORSTEL**HOOFDSTUK 1****Algemene bepaling****Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2**Invoering van arbeid buiten de strafinrichting****Art. 2**

Artikel 81 van de basiswet van 12 januari 2005 betreffende het gevangeniswezen en de rechtspositie van de gedetineerden wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 81. § 1. Mits zij daartoe de toestemming krijgen van de directeur, hebben de ongevaarlijke gedetineerden het recht om buiten de strafinrichting deel te nemen aan het verrichten van taken van algemeen nut. Die arbeid wordt verricht in groep en onder het toezicht van gewapende bewakers. Het gebruik van ketenen en boeien is verboden. Elke groep bestaat uit vrijwilligers. Het is de bedoeling dat die groepen werkzaamheden van openbaar nut uitvoeren.

Voorrang wordt verleend aan de verdachten, beklaagden of beschuldigen die om dergelijk werk vragen.

Zo de directeur weigert zijn toestemming te verlenen, wordt de gedetineerde schriftelijk in kennis gesteld van de motivering als bedoeld in de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen.

Bij weigering van die toestemming is er mogelijkheid tot beroep bij de minister van Justitie of diens afgevaardigde. Op straffe van onontvankelijkheid wordt het met redenen omkleed verzoekschrift, met kopie van de betwiste beslissing, bij een ter post aangetekende brief verzonden aan de minister van Justitie, uiterlijk vijftien dagen nadat de gedetineerde kennis heeft gekregen van de beslissing van de directeur. De beslissing wordt genomen binnen twee maanden na ontvangst van het verzoekschrift.

§ 2. Les détenus qui participent à ces travaux ont droit à une rémunération dont le montant est fixé par le Roi.

§ 3. Un tiers de cette rémunération est versé sur le compte personnel du détenu.

Un deuxième tiers est versé par l'administration pénitentiaire aux parties civiles. À défaut de parties civiles, l'argent est versé au Fonds spécial d'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence et aux sauveteurs occasionnels, visé au chapitre III de la loi du 1^{er} août 1985 portant des mesures fiscales et autres.

Le dernier tiers de la rémunération est versé dans un fonds de réserve. L'argent de ce fonds est attribué au détenu lors de sa sortie de prison, afin d'assurer sa réinsertion.

§ 4. Les détenus condamnés qui ne veulent pas effectuer les travaux visés au § 1^{er}, et les détenus condamnés qui ne sont pas autorisés à effectuer ces travaux à cause de leur dangerosité, ne peuvent travailler qu'à l'intérieur de l'établissement pénitentier. Ils reçoivent la même rémunération que celle visée au § 2.

Les détenus qui refusent d'accomplir le moindre travail d'intérêt général en prison se verront privés de toute rentrée financière et ne disposeront que du strict minimum vital fourni par l'établissement.

§ 5. Les détenus qui ne peuvent pas travailler reçoivent une allocation, qui est versée sur leur compte personnel et dont le montant est fixé par le Roi.

§ 6. Le Roi définit ce qu'il convient d'entendre par "travaux d'intérêt public."

Art. 3

Dans l'article 83, § 1^{er}, de la même loi, les mots "dans la prison" sont abrogés.

Art. 4

Dans l'article 84, § 1^{er}, de la même loi, les mots "dans la prison" sont abrogés.

§ 2. De gedetineerden die aan die werkzaamheden deelnemen, hebben recht op een vergoeding waarvan het bedrag door de Koning wordt vastgesteld.

§ 3. Een derde van die vergoeding wordt gestort op de persoonlijke rekening van de gedetineerde.

Een tweede derde wordt door het Gevangeniswezen gestort aan de burgerlijke partijen. Zo er geen burgerlijke partijen zijn, wordt het bedrag overgemaakt aan het Bijzonder Fonds tot hulp aan de slachtoffers van opzettelijke gewelddaden en aan de occasionele redders, als bedoeld in hoofdstuk III van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen.

Het laatste derde van de vergoeding wordt gestort in een reservefonds. Het geld van dat fonds wordt aan de gedetineerde overgemaakt wanneer hij de gevangenis verlaat, met het oog op zijn resocialisatie.

§ 4. De veroordeelde gedetineerden die de in § 1 bedoelde werkzaamheden niet willen verrichten, alsook de gedetineerden die dergelijke werkzaamheden niet mogen verrichten wegens hun gevaarlijkheid, mogen uitsluitend binnen de strafinrichting werken. Zij ontvangen dezelfde vergoeding als die welke wordt bedoeld in § 2.

De gedetineerden die weigeren in de gevangenis enige taak van algemeen nut te verrichten, zal elke toegang tot financiële middelen worden ontzegd en zullen slechts kunnen beschikken over het door de inrichting verschaft levensnoodzakelijk minimum.

§ 5. De gedetineerden die niet in staat zijn te werken, ontvangen een vergoeding, die op hun persoonlijke rekening wordt gestort en waarvan het bedrag wordt vastgesteld door de Koning.

§ 6. De Koning bepaalt wat moet worden verstaan onder "werkzaamheden van algemeen nut".

Art. 3

In artikel 83, § 1, van dezelfde wet, worden de woorden "in de gevangenis" weggelaten.

Art. 4

In artikel 84, § 1, van dezelfde wet, worden de woorden "in de gevangenis" weggelaten.

Art. 5

Dans l'article 86, § 3, de la même loi, les mots "en prison" sont abrogés.

CHAPITRE 3

Adaptation de la législation sur l'indemnisation des actes intentionnels de violence

Art. 6

Dans le chapitre III, section II de la loi du 1^{er} août 1985 portant des mesures fiscales et autres est inséré un article 29/1, libellé comme suit:

"Art. 29/1. Le Fonds est également alimenté par les contributions visées à l'article 81, § 3, alinéa 2, de la loi de principes du 12 janvier 2005 concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus."

CHAPITRE 4

Entrée en vigueur

Art. 7

Le Roi fixe soit la date d'entrée en vigueur de chacune des dispositions de la présente loi, sauf en ce qui concerne le présent article, soit la date d'entrée en vigueur de la présente loi dans son ensemble.

24 mai 2011

Laurent LOUIS (INDEP-ONAFH)

Art. 5

In artikel 86, § 3, van de wet, worden de woorden "in de gevangenis" weggelaten.

HOOFDSTUK 3

Aanpassing van de wetgeving inzake de vergoeding van schade door opzettelijke gewelddaden

Art. 6

In hoofdstuk III, afdeling II, van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen wordt een artikel 29/1 ingevoegd, luidende:

"Art. 29/1. Het Fonds wordt bovendien gestijfd door de bijdragen als bedoeld in artikel 81, § 3, tweede lid, van de basiswet van 12 januari 2005 betreffende het gevangeniswezen en de rechtspositie van de gedetineerden."

HOOFDSTUK 4

Inwerkingtreding

Art. 7

De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding, hetzij van elke bepaling afzonderlijk van deze wet, dit artikel uitgezonderd, hetzij van de gehele wet.

24 mei 2011